



Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice,
1
« RRSSJ »

COORDINATION PROVINCIALE DU NORD KIVU

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel
n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012

Tél : +234 (0) 997 720 450, (0) 820 018 584, +243 993 830 093, +243 821 684 428.

E-mail : nordkivu@rrssj-rdc.org , goyonmilemba@gmail.com,

Projet d' :

« Appui de la Société Civile à la vulgarisation, au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 et au plaidoyer pour la réforme de l'Armée en République démocratique du Congo »

**RAPPORT MENSUEL PROVINCIAL DU NORD-KIVU
AVRIL 2014**

BCP/RRSSJ/NK/04/2014

I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE DU MOIS D'AVRIL

Le mois d'avril reste marqué par des soulèvements de la population contre les actes qu'elle qualifie d'insécurité perpétrés par les éléments de la police nationale congolaise dans certains territoires de la province du Nord-Kivu.

Ces faits commencent par le territoire de Masisi, dans la localité de Bihambwe où la population locale s'était soulevée contre les éléments de la police, au motif qu'ils sèment le désordre, au lieu d'assurer la sécurité telle que la loi l'exprime clairement.

Cette contestation avait bloquée la marche normale des activités administratives de la localité, et il fallait attendre une semaine pour que les activités tournent à la normale, bien attendu après l'intervention des autorités compétentes.

Le Territoire de Walikale souffre de la pénurie du nombre de policiers ; mais du peu qu'il existe dans cette partie du Nord-Kivu en proie aux attaques des groupes armés, certains d'entre eux tracassent la population en profitant de la faiblesse de l'appareil étatique dans cette partie, la pauvre population fatiguée de ces exactions s'étaient soulevés contre la police, en adressant par le biais de la société civile locale une lettre ouverte au Commissaire Provincial de la PNC Nord-Kivu et à l'Inspection Provinciale de la PNC.

En Territoire de Nyiragongo, précisément dans le village Kiziba 2, la population avait réclamée auprès du commandant district, le remplacement pur et simple du commandant et des éléments de la police affectés à la sécurisation des personnes et des leurs biens dans cette localité.

Les autorités compétentes avaient répondu à la préoccupation de la population en procédant au changement des éléments de la police dans cette localité du territoire de Nyiragongo.

Le Territoire de Rutshuru présente également la même situation, élargie aux militaires qui tracassent les chauffeurs des camions en provenance de Beni et Butembo, cette situation qui énerve la population, a décidé de saisir les autorités militaires et policières pour mettre fin à la situation d'insécurité qui prévaut dans cette partie du Nord-Kivu ;

Quant à la situation sécuritaire, celle-ci a été relativement stable dans certaines villes et territoires de la province du Nord-Kivu, hormis certains cas isolés d'insécurité ou de barbarie humaine perpétrés soit par des hommes identifiés sur base de leurs uniformes ou non autrement identifiés.

En effet, au cours du mois d'avril il a été enregistré dans certains territoires comme Masisi où il y a eu des accrochages entre les APCLS et les FARDC dans certaines localités et villages ; c'est notamment à KATIRI, LWIBO, MISHEESHE où nos sources rapportent qu'une femme âgée de 33 ans et mère de 7 enfants dont un bébé de trois semaines de naissance a été tuée par les FARDC lorsqu'elle fuyait les attaques, toujours dans ce même territoire il a été également signalé plusieurs cas de violations des droits de l'homme et violences sexuelles faites aux femmes et jeunes filles dont les cas frappants datent du 08 avril 2014 à LWIBO où au moins 37 femmes seraient violées par les FARDC, à Walikale on a signalé les accrochages entre les FARDC et les éléments de Nduma Défense of Congo de CHEKA.

En Territoire de Nyiragongo, le cas le plus frappant reste l'attaque, à l'arme à feu, du directeur à l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature [ICCN], le Belge Emmanuel de MERODE, au niveau du couloir écologique de Moero.

En Territoires de Rutshuru et Lubero, au cours de ce mois d'avril nos sources ont signalé la présence massive des FDLR dans plusieurs villages et localités où ces derniers sèment la terreur et la peur dans le chef de la population, voire ils ont installé une administration parallèle en percevant certaines taxes illégales sur les produits de champs, élevages ou pour accéder aux champs. Soulignons, pour ce faire, que cette situation a été décrite par la population locale et la Société Civile de ce Territoire aux autorités tant provinciales que nationales, mais jusque là rien ne s'améliore malgré les mesures de sécurité prises par les FARDC déployés dans la zone.

En Territoire de Beni, malgré le mérite des opérations de ratissage, menées par les FARDC contre les rebelles ADF-NALU, la ville de Beni continue d'enregistrer de cas d'insécurité, du reste perpétrés par des inconnus .

Enfin, dans la ville de Goma, siège des institutions provinciales, des cas de barbarie [vols à main armée, par exemple] ont été fréquents et prennent à prendre de l'ampleur, dans plusieurs quartiers et avenues de la ville.

Telle situation laisse à croire que la sécurité des personnes et de leurs biens demeure encore un vrai défi à relever voire un casse tête pour les autorités.

II. ETAT D'AVANCEMENT DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE EN PROVINCE

Dans le but de bien évaluer l'impact des activités sur terrain, le RRSSJ Nord-Kivu a intégré les médias locaux dans la couverture médiatique de ses activités à réaliser sur terrain. C'est à ce titre que ces derniers ont maintes fois invités à intervenir, dans certaines occasions, en vue d'émettre les avis du Réseau à travers quelques sujets ou programmes faisant l'actualité, en rapport avec la situation sécuritaire et la réforme de l'Armée, de la PNC et de la Justice, en province.

2.1. Actions menées par les acteurs étatiques

a). De la réforme de la Police Nationale Congolaise

Au sujet du processus de la réforme de la PNC, au cours du mois d'avril 2014 en province du Nord-Kivu, une formation des formateurs de 21 jours [soit du 31 mars au 21 avril] sur la Police de Proximité ,la Police des Mines et la lutte contre les Violences Sexuelles, a été tenue à l' Ecole de Police de Mugunga [ex- Centre d'Instruction de Police].

Cette session de formation a été appuyée par l'Organisation Internationale de Migration [OIM], en collaboration avec la MONUSCO. C'est à la clôture qu'il a été officiellement la série de formation sur les thématiques susmentionnées, au profit des policiers du Nord-Kivu, pour une durée de trois trimestres.

Les autorités politico-administratives, de la PNC, les représentants de la MONUSCO, la Société Civile – par le biais de la Coordination Provinciale du RRSSJ/Nord-Kivu, ont pris part à cette journée solennelle.



b) De la réforme de l'Armée

L'on note la poursuite de l' « Opération Sokola¹ », dans le Territoire de Beni, mais, *in concreto*, aucune activité allant dans le cadre de la réforme des FARDC n'a été enregistrée dans la province du Nord-Kivu.

2.2. Actions menées par les acteurs non étatiques

a. De la réforme de la Police Nationale Congolaise

l'activité à l'Ecole de Police Mugunga a permis au RRSSJ/Nord-Kivu de faire connaître les différents mécanismes, prévus dans le cadre de mise en œuvre de la doctrine de Police de Proximité où la Société Civile est appelée à jouer un rôle prépondérant, notamment en ce qui concerne les cadres de concertation tels que le Forum de Quartier, le Conseil Local pour la Sécurité de Proximité...

¹ Entendez « nettoyez ».



Le Coordonnateur Provincial du RRSSJ/Nord-Kivu expliquant à la presse le rôle de la Société Civile dans la mise en œuvre de la Police de Proximité [Photo RRSSJ]

Profitant de l'occasion, le Coordonnateur Provincial du RRSSJ a plaidé, auprès de l'OIM, en faveur d'un atelier de renforcement des capacités des membres du RRSSJ/Nord-Kivu sur la Police de Proximité, avec l'expertise du BCN et de la Coordination Provinciale voisine du Sud-Kivu qui connaît des avancées en la matière, en sa qualité de province-pilote du Programme SSAPR.

En rapport avec les réactions populaires contre la police ; le RRSSJ/Nord-Kivu, avait tenu une réunion d'urgence avec les organisations membres pour débattre de la question. C'est ainsi que l'équipe de coordination a été chargée de prendre contact avec l'Inspection Provinciale de la PNC pour enquêter sur le comportement des policiers présumés fautifs et – dans une certaine mesure – amener le Commissariat Provincial à procéder à leur remplacement.

Une rencontre pour évaluer l'impact des actions menées auprès de l'Inspection Provinciale et du Commissariat Provincial de la PNC a eu lieu, entre les membres de la Coordination Provinciale du RRSSJ.

Les membres du RRSSJ/Nord-Kivu ont accompagné l'action de plaidoyer pour la mise en place de la Police de Proximité dans les zones jadis sous contrôle du M23. Un point de presse marquant le lancement dudit plaidoyer a été animé le 30 avril 2014, à l'Hôtel La Joie Piazza, avec l'appui de la Mission européenne de Police [EUPOL-RDC], en présence des membres du Groupe de Travail pour le suivi de l'Accord-cadre d'Addis Abeba et de la Résolution 2098 des Nations unies, en séjour à Goma.

A l'instigation du bureau de coordination nationale du réseau, dont les membres étaient en séjour à Goma, le plaidoyer du RRSSJ sur était présenté dans une conférence de presse organisée à Goma, avec l'appui d'EUPOL.

b. De la mise en œuvre de l'Accord cadre et de la Résolution 2098

Au cours du mois d'avril 2014, le RRSSJ Nord-Kivu a travaillé avec les communautés de base dans les questions d'ordre sécuritaire dans l'objectif d'évaluer la situation à la base. Un fait marquant toujours dans le cadre des actions d'interaction, c'est la collaboration directe avec le bureau national du RRSSJ dans les préparatifs de l'activité portant lancement officiel du projet et activités du groupe de travail pour le suivi de la mise en œuvre de l'accord-cadre et la Résolution 2098 du CSNU, activité qui s'est tenue à Goma, à l'Hôtel la Joie PLAZZA en date du 29 avril 2014. L'activité à laquelle ont pris part les autorités provinciales, les corps diplomatiques, les agences du système des Nations unies, les organisations et internationales, les Organisations de la Société Civile, la presse et autres.

Le 29 avril 2014, la ville de Goma, a en effet vibré au rythme du lancement officiel des activités et du projet du Groupe de Travail pour le suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 des Nations unies.

Le cadre choisi était la salle de conférences de La Joie Piazza Hôtel. Après le mot de bienvenue de Monsieur Thomas d'Aquin MWITI, Président de la Société Civile du Nord-Kivu, le vice-Gouverneur de province, Me Feller LUTAICHIRWA ouvert les travaux, tout en encourageant la participation citoyenne et objective du RRSSJ, dans la mise en œuvre de l'Accord cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098.

L'auditoire était composé de :

- ✓ Députés Provinciaux,
- ✓ membres du Gouvernement provincial,
- ✓ autorités du secteur de sécurité et de justice, des partenaires impliqués dans la réforme du secteur de sécurité,
- ✓ diplomates en poste à Goma,
- ✓ représentants des organisations internationales,
- ✓ acteurs la Société Civile.

Sous la modération de Me Omar KAVOTA, Me Georges KAPIAMBA a été le premier à prendre la parole, au nom et pour le compte du Groupe de Travail. Son intervention a été suivie, tour à tour, de celle de messieurs Jonas TSHOMBELA pour la présentation des partenaires d'appui au Groupe de Travail ; Emmanuel KABENGELE et Nickson KAMBALE quant l'exposé sur le condensé et les recommandations-clés du rapport préliminaire sur l'état des lieux de la mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098.

III. PREOCCUPATIONS MAJEURES DE LA BASE ET RESULTATS OBTENUS AU COURS DU MOIS D'AVRIL 2014

Les préoccupations majeures de la population restent:

- L'insécurité grandissante dont les assassinats ciblés, meurtres, enlèvements d'enfants, les tracasseries par des hommes en uniforme, les vols à main armée et bien autres formes de barbaries ;
- Le conflit coutumier foncier et politique qui déchire certains Territoires de la province dont Nyiragongo, Masisi et Walikale ;
- La problématique des groupes armés locaux et étrangers qui sèment la désolation;
- L'impraticabilité des routes de déserte agricole voire l'état de la voirie de Goma où la poussière ne cesse de causer la désolation aux paisibles populations qui, certains ne savent plus comment assurer la propreté de leurs produits divers stockés dans leurs petites boutiques et magasins situés aux abords de la route principale Goma-Sake, bref il s'agit bel et bien du problème de la santé de la population;
- L'occupation illégale de la localité de MURAMBI en groupement MONIGI par les militaires Rwandais en territoire de Nyiragongo au Nord-Kivu ainsi que dans certaines localités du territoire de Rutshuru où, depuis le 26 mars 2014, on a signalé la présence de militaires ougandais, sous l'œil silencieux de la MONUSCO et du bureau de la CIRGL à Goma...

a) De la réforme du secteur de sécurité

Le comportement de certains hommes en uniforme qui insécurise davantage la population.

b) Mise en œuvre de l'Accord- cadre et de la Résolution 2098

La mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, au niveau de la province, n'a pas encore atteint tous ses objectifs. Car, la présence effective des groupes armés continue de semer la terreur au sein de la population civile.

Le fait saillant qui illustre l'inefficacité de la mise en œuvre de ces deux instruments demeure l'occupation illégale de la localité de MURAMBI, en Territoire de Nyiragongo il y a de cela plusieurs mois. L'opinion reste partagée sur l'effectivité de la mise en œuvre dudit accord au Nord-Kivu. Un grand travail reste à faire, face aux réalités sur terrain.

Quant à la Résolution 2098, certes, il ya lieu de noter des avancées significatives en ce qui concerne la volonté manifeste de la communauté internationale à travers la MONUSCO, dans l'opération visant à éradiquer les groupes armés nationaux et étrangers encore actifs dans certaines zones de la province du Nord-Kivu.

L'implication de la Force d'intervention de la MONUSCO dans les opérations menées contre les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda [FDLR], dans le Parc national de Virunga ainsi qu'à d'autres groupes armés comme les ADF-NALU dans le Territoire de Beni, les APCLS à Masisi... démontre à suffisance la mise œuvre de la Résolution 2098 du Conseil de Sécurité des Nations unies, dans le Nord-Kivu.

3.2. Résultats obtenus au cours du mois

1. Les réunions tenues par la Coordination Provinciale du Nord-Kivu ont aboutie à l'évaluation des stratégies mises en œuvre pour la réalisation des activités de terrain.
2. Les actions de lobbying et de plaidoyer menées en faveur des communautés locales ont été organisées par la Coordination Provinciale du RRSSJ Nord-Kivu, avec une forte implication des communautés de base : elles ont été fructueuses dans l'amélioration des situations observées sur terrain, notamment le remplacement des policiers dans le village de Kiziba II et dans la localité de Bihambwe².
3. Des contacts et consultations de partenariat, dans le cadre de la réforme du secteur de sécurité, ont été établis avec l'appui d'EUPOL-RDC, dans l'organisation d'un point de presse illustrant le plaidoyer du RRSSJ Nord-Kivu sur la mise en œuvre de la Police de Proximité.
4. Les rapports d'activités planifiées et réalisées ainsi que des informations, en termes d'alerte, ont été partagés avec les parties prenantes au processus de la réforme du secteur de sécurité et de justice...

IV. ENJEUX, DEFIS ET RECOMMANDATIONS

4.1. Les enjeux

Partant des enjeux majeurs au cours de ce mois au Nord-Kivu, on peut noter :

- ∞ L'éradication totale des groupes armés nationaux;
- ∞ La question de l'exploration du pétrole, dans le Parc national des Virunga, par la société SOCO International³ ;
- ∞ Mise en place des mécanismes appropriés de désarmement et de rapatriement des groupes armés étrangers, dans leurs pays d'origine ;

² Le travail reste à faire en ce qui concerne la poursuite des policiers auteurs des faits ayant causés préjudice à la population.

³ Ce projet départage les populations riveraines, les chefs coutumiers, les notables ainsi que les autorités, aux niveaux national et provincial.

- ∞ Mise en place des mécanismes de dialogue, au niveau de leurs pays d'origine, pour les groupes armés étrangers et ce, aux fins de consolider la paix dans la région des Grands Lacs.

4.2. Les défis

Le mois d'avril enregistre un plus grand nombre des soulèvements contre les prestations de la Police Nationale Congolaise.

IV. ENJEUX, DEFIS ET RECOMMANDATIONS

1° Gouvernement national, en particulier le ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières :

- Accorde des moyens de fonctionnement à l'Inspection Provinciale de la PNC au Nord- Kivu, pour qu'elle puisse jouer efficacement son rôle.

La population souhaite vivement des sanctions sévères et exemplaires contre des policiers reconnus fautifs.

2° Mécanisme conjoint de la CIRGL

- Marquer sa présence sur terrain par des actions visibles et à impact immédiat.

Fait à Goma, le 30 avril 2014

Pour le RRSSJ/Nord-Kivu

Me Goyon MILEMBA

Coordonnateur Provincial